



## **Travailler tue en toute impunité : pour combien de temps encore ?**

Le constat est sans appel : le travail rend malade et tue tous secteurs et toutes catégories professionnelles confondus. Le nombre officiel des maladies professionnelles reconnues a explosé : 13 658 en 1996, 52979 en 2005. Le nombre d'accidents du travail graves et mortels reste très élevé : 537 décès en 2006, soit 13% de plus en un an. Ces chiffres officiels sont – on le sait – grandement sous-estimés en raison notamment d'une importante sous-déclaration. Les suicides directement liés au travail sont estimés à 400 par an, pour la plupart non reconnus comme accidents du travail. Plusieurs millions de salariés sont exposés, sans aucune protection, à des produits connus pour être cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, contribuant ainsi grandement aux inégalités sociales face au cancer : un ouvrier a dix fois plus de risque de mourir du cancer avant 65 ans qu'un cadre supérieur.

Cette situation ne tombe pas du ciel : elle est le résultat de politiques d'entreprises, tant privées que publiques, pour lesquelles les coûts sociaux doivent être toujours plus compressés. Ces politiques ont privilégié et généralisé la sous-traitance, et intensifié le travail comme jamais depuis de nombreuses décennies. Et l'inspection du travail comme la médecine du travail n'ont toujours pas les moyens d'assurer leurs missions.

La lutte opiniâtre des victimes, de leurs associations et syndicats a permis des avancées, mais la course au profit sans entrave sème toujours la maladie et la mort.

Alors que le simple voleur de sac à main est condamné à 6 mois de prison ferme devant le moindre tribunal correctionnel en comparution immédiate, l'employeur coupable d'homicide dit involontaire à l'égard de son salarié, après des années d'instruction, est condamné – quand il est déclaré coupable - à quelques mois de prison avec sursis.

La mise en danger délibéré d'autrui par des choix de politique économique bénéficie dans ce pays d'une incroyable mansuétude. Les employeurs ne sont pas considérés comme de véritables délinquants. Trop souvent les procédures relatives à des accidents mortels du travail sont classées sans suite. Trop souvent les condamnations – lorsqu'elles interviennent - ne touchent que les employeurs en bout de chaîne de sous-traitance et sont symboliques. Les grands donneurs d'ordre y compris l'Etat, dont la responsabilité dans l'organisation du travail est pourtant essentielle, ne sont qu'exceptionnellement concernés et les indemnités largement insuffisantes.

L'amiante est emblématique de ce que nous dénonçons : alors que le risque est connu depuis des décennies, que des milliers de personnes ont perdu leur vie et vont la perdre dans les prochaines années du fait de l'incurie manifeste des entreprises concernées, voire de leurs choix délibérés, Justice n'est toujours pas faite.

L'inégalité des armes entre le salarié et son employeur est patente et scandaleusement disproportionnée : l'égalité devant la loi est devenue une pure fiction.

Cette injustice se nourrit du silence collectif.

**Les soussigné-e-s entendent dénoncer ici et maintenant cette situation inadmissible et intolérable.**

**Ils et elles exigent que la délinquance patronale soit enfin sanctionnée : la loi pénale doit être pleinement appliquée aux employeurs.**

**Ils et elles exigent que des moyens humains et financiers soient dégagés pour que la justice puisse réellement faire son travail.**

**Aucune amélioration de la santé et de la sécurité au travail n'est possible tant que la justice fonctionne à deux vitesses.**

**Aucune avancée n'est possible tant que les donneurs d'ordre pourront s'abriter derrière les règles du droit commercial pour s'exonérer de leurs responsabilités.  
Tous et toutes ensemble nous disons : ça suffit ! Et nous agissons pour que cela cesse.**

### **Premiers signataires :**

Mourad Abdelghani (inspecteur du travail)  
Alain Accardo (maître de conférence honoraire, sociologue, Université Bordeaux III)  
Jean-Christophe Angaut (maître de conférence en philosophie, Ecole Normale Supérieure).  
Etienne Adam (travailleur social, ancien secrétaire de l'URI CFDT Basse-Normandie)  
Guilène Aillard (inspectrice du travail)  
Armand Ajzenberg (écrivain)  
Gilles Alfonsi (Association des Communistes Unitaires)  
Théodore Aslamatzidis (contrôleur du travail)  
Association L611-10.  
Clémentine Autain (féministe, co-directrice du mensuel Regards)  
Julien Bach (juriste)  
Etienne Balibar (philosophe, professeur émérite, université Paris X)  
Louis-Marie Barnier (sociologue, syndicaliste)  
Francine Bavay (vice-présidente du Conseil Régional d'Ile de France)  
Luc Beal-Rainaldy (inspecteur du travail, secrétaire du SNU-TEF, FSU)  
Daniel Bensaid (philosophe)  
Karim Bensalah (sociologue, université Paris X)  
Georges Ben Samoun (retraité du privé, LDH, AFAL, Utopia)  
Josiane Bernard (vice-présidente du Conseil Général de Seine Saint Denis, en charge de l'environnement, PCF)  
Eric Beynel (porte-parole de l'union syndicale Solidaires)  
Michel Bianco (retraité, PCF, père de Jérôme Bianco décédé d'un accident du travail)  
Jacques Bidet (philosophe, professeur émérite à Paris X-Nanterre)  
Martine Billard (députée, Les Verts)  
Philippe Billard (association « sous-traitance » « santé », CGT nucléaire)  
Philippe Billecard (adj cadre hospitalier, SUD Santé APHP, Hôpital Lariboisière)  
Julien Boieldieu (inspecteur du travail)  
Laurent Bonelli (maître de conférence en sciences politiques, université Paris X – Nanterre)  
Rachid Bouchared (sociologue du travail, Laboratoire Genre, Travail, Mobilités)  
René Bourgeois (maire de Varangeville, Meurthe et Moselle)  
Claudy Bouyon (maître de conférence, Montpellier III, Réseau féministe Ruptures)  
Michel Bréhier (retraité)  
Thierry Brulavoine (professeur des écoles, SUD Education)  
Pascal Brun (union syndicale Solidaires, Var)  
Michelle Bucillat (médecin du travail à l'ACIST, Ivry)  
Damien Bucco (contrôleur du travail, DDTEFP 85)

Noëlle Burgi (chercheuse CNRS, Centre de recherche politique de la Sorbonne, université Paris 1)  
Gilbert Cabrol (retraité, Solidaires-Douanes)  
Michel Cahen (chercheur CNRS, membre du Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique, CGT)  
Jean-Louis Caillat-Miousse (kinesithérapeute, CHU Grenoble)  
Marie-Eve Calvès (infirmière en psychiatrie, SUD Santé Sociaux, Auch)  
Blandine Carlod (graphiste, mairie d'Oyonax, Sud Collectivités Territoriales)  
Sylvie Catala (inspectrice du travail, association L611-10)  
Cécile Clamme (inspectrice du travail, adhérente CGT)  
Lionel Citot (professeur de lettres, PCF Asnières)  
Deborah Cohen (maître de conférence en histoire moderne, Université de Provence)  
Maxime Combes (économiste, Aitec, IPAM)  
Marie-Agnès Combesque (auteure)  
Sylvie Contrepois (sociologue, GTM, CNRS)  
Philippe Corcuff (sociologue, conseil scientifique d'ATTAC)  
Aurianne Cothenet (juriste, CGT, Stop Précarité)  
Claire Cossé (chercheuse, université de Poitiers)  
Emmanuelle Cosse (rédactrice en chef de Regards)  
Michel Coste (CGT Chimie)  
Alain Coudert (AC ! 63)  
Pierre Cours-Salies (professeur de sociologie, université Paris VIII)  
Julie Court (inspectrice du travail)  
Léon Crémieux (SUD aérien)  
Antoine Crepinge (ingénieur des procédés, Techni-France)  
Claude Danglot (docteur, syndicaliste Ville de Paris)  
Véronique Daubas-Letourneux (sociologue, université de Nantes)  
Sonia Dayan-Herzbrun (sociologue, professeur émérite, université Paris VII)  
Claude Debons (ancien responsable syndical, secrétaire national du Parti de Gauche)  
Jean-Pierre Debourdeau (enseignant retraité, FSU, secrétaire d'Attac Côte d'Or)  
Sandra Demarcq (exécutif du NPA)  
Monique Dental (collectif féministe Ruptures)  
Martine Devillers (contrôleur du travail, SUD Travail Affaires Sociales)  
Paul Dirkx (sociologue, université Nancy II)  
Emmanuel Dockès (professeur de droit, université Paris Ouest Nanterre-La Défense)  
Jean Dubosclard (retraité, AC)  
Ian Dufour (inspecteur du travail, adhérent CGT)  
Marie-Thérèse Dufour (retraîtée, inspectrice du travail, SUD Travail Affaires Sociales)  
Cedric Durand (économiste, université Paris XIII)  
Vincent Duse (salarié Peugeot Mulhouse, CGT)  
Eric Erre (secrétaire régional Solidaires-Douanes, Languedoc Roussillon)  
Nathalie Fassina (médecin du travail)  
Jean-Michel Faure (sociologue, professeur émérite des universités, université de Nantes)  
Hervé Fayat (professeur de sciences économiques et sociales)  
Gérard Filoche (inspecteur du travail)  
Aude Flornoy (inspectrice du travail)  
Bernard Floris (maître de conférence en sociologie, université Grenoble III)  
Brigitte Font Le Bret (psychiatre, 36)  
Bernard Friot (professeur de sociologie, université Paris Ouest-Nanterre)  
Jean-Luc Fouret (professeur d'EPS, IUFM – université Paris XII)  
Claude Garcia (médecin, syndicat national des professionnels de la santé au travail)  
Michel Garcia (contrôleur du travail)  
Laurent Garrouste (inspecteur du travail, Fondation Copernic)  
Vincent Gay (Commission Ecologie du NPA)  
Claude Graeffly (informaticien, SUD, Groupe GFI Informatique)

Didier Gélot (économiste)  
Sonia Granaux (sociologue, EHESS/IRIS)  
Pauline Graveux (haut-fonctionnaire)  
Bertrand Geay (professeur de sociologie, université de Picardie)  
Sigrid Gerardin (enseignante, Snuep FSU)  
Aurore Gherardi (éducatrice, déléguée SUD Santé Sociaux à l'ARGIMSA)  
Elodie Giron (inspectrice de travail)  
Denis Guedj (écrivain)  
Stéphane Guillemarre (professeur de philosophie, co-secrétaire Fondation Copernic)  
Jean-Claude Guiraud (médecin du travail)  
Francis Hamy (militant syndical CFE-CGC, Observatoire du stress à France Telecom)  
Robert Hans (retraité Education Nationale)  
Serge Havet (président d'AC !)  
Emmanuel Henry (maître de conférence en science politique, IEP de Strasbourg)  
Antoine Hollard (enseignant, syndicaliste, Marseille)  
Dominique Houssaye (responsable associatif, ATTAC)  
Michel Husson (économiste)  
Rémy Jean (enseignant-chercheur en ergologie, université de Provence, consultant auprès des CE/CHSCT)  
Bruno Jetin (maître de conférence en sciences économiques, université Paris Nord)  
Pierre Joanny (inspecteur du travail, SUD Travail Affaires Sociales)  
Paul Jobin (maître de conférence en sociologie, université Paris VII)  
Samuel Johsua (professeur émérite en sciences de l'éducation, université de Haute-Provence)  
Jean-Yves Joseph (professeur d'EPS en Education spécialisée, délégué SUD au CE IME Roger Godin, 86)  
Jacques Juillard (revue Prescrire)  
Daniele Kergoat (sociologue, directrice de recherche émérite, CNRS)  
Pierre Khalfa (porte parole de l'Union syndicale Solidaires)  
Michele Kiintz (collectif d'animation Communistes Unitaires)  
Raoul Klein (militant PS, 89)  
Jean-Marie Kneib (psychologue du travail)  
Thierry Kopernik (consultant en consommation, président de l'UFAL 67, ancien représentant associatif au Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées)  
Robert Kosmann (Union syndicale Solidaires Industrie)  
Georges Labica (professeur émérite de philosophie. Université Paris X-Nanterre)  
Bernard Lacroix (professeur de science politique, membre de l'Institut Universitaire de France)  
Olivier Laferriere (porte parole de Capagauche, Saint Etienne)  
Sophie Lagarde (contrôleur du travail)  
Elie Lambert (co-secrétaire général de Solidaires – Douanes)  
Jean-Pierre Largillière (secrétaire général de SUD – Caisses d'Epargne)  
Sylvie Larue (Association des Communistes Unitaires)  
Christian Lazzeri (professeur de philosophie, université Paris X – Nanterre)  
Jean-Claude Le Goff (retraité, ancien ouvrier du Livre)  
Christine Lafont (co-secrétaire générale de Sud-Education)  
Dominique Lanoë (ergonome, directeur d'ISAST, expert CHSCT)  
Stéphane Lavignotte (pasteur, mission populaire évangélique)  
Frédéric Lebaron (professeur de sociologie, membre de l'Institut Universitaire de France)  
Jacques Le Bohec (professeur de sciences de la communication, université Lyon II)  
Marcel Leguen (CGT BTP)  
Patrick Le Moal (juriste en droit du travail)  
Jacques Lerichomme (enseignant, syndicaliste, Marseille)  
Stéphane Lelay (sociologue)  
Marie-Pierre Lesur (secrétaire - CHU Toulouse)

Anne Le Strat (PDG d'Eau de Paris, adjointe au maire de Paris)  
Claire Le Strat (Politiste, Paris X)  
Catherine Lévy (sociologue)  
Danièle Linhart (sociologue, université Paris X –Nanterre)  
Michael Lowy (directeur de recherche émérite au CNRS)  
Frédéric Luxembourger (chargé d'études, Lyon)  
Gérard Machline (président de l'UFAL 55)  
Jean Malifaud (maître de conférence en mathématique, Paris VII, Snesup FSU)  
Jean Magniadas (syndicaliste, membre honoraire du Conseil Economique et Social)  
Blaise Magnin (politiste, université Paris X – Nanterre)  
Noël Mamère (député, Les Verts)  
Marc Mangenot (économiste)  
Philippe Mangeot (professeur de lettres, membre du comité de rédaction de Vacarme)  
Micheline Marier (association des victimes de l'amiante du Québec)  
Pascaline Marin (éducatrice spécialisée)  
Magali Marion (inspectrice du travail)  
Roger Martelli (historien, co-directeur du mensuel Regards, co-président d'honneur de la Fondation Copernic)  
Gerard Martin (infirmier, SUD Santé Sociaux, Aisne)  
Myriam Martin (exécutif du NPA)  
Olivier Masclat (sociologue, maître de conférence, université Paris V)  
Antoine Math (économiste, IRES)  
Lilian Mathieu (sociologue, CNRS)  
Gérard Mauger (sociologue, CSE-CNRS)  
Marie-Pierre Maupoint (inspectrice du travail, SUD Travail Affaires Sociales)  
Caroline Mérary (avocate au barreau de Paris, Présidente de la Fondation Copernic)  
Dominique Mezzi (journaliste)  
Bernadette Montmasson (directrice d'un centre de d'hébergement et de réinsertion sociale, SUD santé sociaux)  
Patrick Mony (responsable associatif)  
Joelle Moreau (AC ! Gironde)  
Pierre-François Moreau (professeur de philosophie)  
Philippe Mühlstein (ingénieur, conseil scientifique d'ATTAC)  
Olivier Michel (professeur d'informatique, université Paris XII)  
Corinne Nativel (maître de conférence en géographie économique, université de Franche Comté, Snesup-FSU)  
Martial Nemes ( secrétaire départemental SUD-PTT, 18)  
Marc Oberlé (retraité de la fonction publique, 78)  
Bertrand Ogilvie (professeur de philosophie, université Paris Ouest – Nanterre, directeur de programme au Collège International de Philosophie)  
Michel Onfray (philosophe)  
Jean-Louis Osvath (président de l'association L611 – 10)  
Olivier Ou-Rabah (inspecteur du travail)  
Katie Palluault (militante féministe, Val d'Oise)  
Françoise Papa (maître de conférence en sciences de l'information et de la communication, université Grenoble III)  
Dominique Pradelle (maître de conférence en philosophie, université Paris-Sorbonne)  
Sylvain Pattieu (professeur d'histoire, syndicaliste Snes-FSU)  
Françoise Pelletier (nutritionniste)  
Robert Pelletier (DSC CGT Schindler, membre CHSCT)  
Willy Pelletier (sociologue / coordinateur général de la Fondation Copernic)  
Jean-François Perraud (ergonome)  
Evelyne Perrin (AC, Stop Précarité)  
Henry Pezerat (toxicologue, directeur de recherche CNRS)  
Roland Pfefferkorn (professeur de sociologie, université de Strasbourg)

Pierre Picard (expert auprès des CE)  
Sophie Poulet (inspectrice du travail)  
Christine Poupin (exécutif du NPA)  
Christophe Ramaux (économiste, université Paris I – Sorbonne)  
Luc Raucy (inspecteur du travail, bureau du SNU -TEF, FSU)  
Sabine Reynosa (informaticienne en SSII, élue CHSCT, CGT)  
Emmanuel Renault (philosophe, Ecole Normale Supérieure)  
Emmanuelle Reungoat (chercheuse en science politique)  
Jacques Rigaudiat (haut-fonctionnaire)  
Charlotte Rios (Haut Fonctionnaire)  
Guy Robert (retraité, SUD, Basse Normandie)  
Dominique Rochat (syndicaliste SUD Santé sociaux, Grenoble)  
Chantal Rogerat (sociologue, dirigeante syndicale)  
Josette Roudaire (présidente du Comité Amiante Prévenir Réparer Auvergne)  
Yves Roudaire (syndicaliste)  
Michel Rousseau (Marches européennes contre le chômage)  
Bruno Roy (AC ! Livradois Forez)  
Sabine Rozier (maître de conférence en science politique, université de Picardie)  
Lise Rueflin (inspectrice du travail, bureau national du SNU –TEF, FSU)  
Rachel Saada (avocate au barreau de Paris, membre du SAF)  
Jean-Louis Sagot-Duvaurox (philosophe)  
Ivan Sainsaulieu (sociologue, Iresco)  
Yves Salesse (Haut-Fonctionnaire, co-président d'honneur de la Fondation Copernic)  
Catherine Samary (économiste, université Paris-Dauphine)  
Philippe Saunier (secrétaire CHSCT Total Gonfreville, président du CTN Chimie de la CNAMTS)  
Anne Sauvagnargues (maître de conférence en philosophie, Ecole Normale Supérieure)  
Dimitris Scarpalezos (mathématicien, université Paris VII)  
Marc Silberstein (éditeur)  
Patrick Silberstein (médecin généraliste)  
Patrick Simon (Ined, co-rédacteur en chef de Mouvements)  
Yves Sinigaglia (inspecteur du travail, SUD Travail Affaires Sociales)  
Evelyne Sire-Marin (magistrat, co-présidente d'honneur de la Fondation Copernic)  
François Sittre (garde forestier, office national des forêts, SNUPFEN – Solidaires)  
Eric Soriano (maître de conférence en science politique, université Paul Valéry Montpellier)  
Jean-Michel Sterdyniak (syndicat national de la médecine du travail)  
Luce Sommier (nutritionniste)  
Laurence Sruh (SUD Santé sociaux 32)  
Philippe Sultan (Inspecteur général de l'administration de l'Education Nationale et de la Recherche)  
David Tabary (délégué SUD au CDEF d'Amiens)  
Isabelle Teraud (avocate, syndicat des avocats de France)  
Bernard Teper (UFAL)  
Annie Thébaud-Mony (sociologue Inserm)  
Josette Trat (sociologue, université Paris VIII)  
Stéphanie Treillet (économiste, université Paris XII)  
Michelle Varga (auxiliaire puéricultrice dans la fonction publique)  
Eleni Varikas (sociologue, GTM, CNRS)  
Michel Vergez (inspecteur du travail)  
Thierry Viallesoubranne (membre CHSCT CGT, administrateur ARACT, expert GISCOP 93)  
Monique Vidal (Collectif unitaire Gauche Alternative, 78)  
Claire Villiers (Vice Présidente du Conseil Régional d'Île de France)  
Christophe Voilliot (maître de conférence en science politique, Paris X – Nanterre)  
Myriam Vuboz (exécutif du NPA)  
Louis Weber (syndicaliste FSU)

Alexis Zadounaisky (informaticien, délégué SUD, groupe GFI)

**Fondation Copernic—BP 32—75921 Paris cedex 19**

**Tel : 06.75.25.77.76**

**Email : [fondation.copernic@ras.eu.org](mailto:fondation.copernic@ras.eu.org)**

**Http : [//www.fondation-copernic.org](http://www.fondation-copernic.org)**

**Travailler tue en toute impunité : pour combien de temps encore ?**